

Jacques Risso sera réintégré

A la veille de la rentrée scolaire, J. Risso, directeur de l'école de Rustrel (Vaucluse), militant pédagogique, dessinateur humoriste qui a beaucoup dérangé la hiérarchie de l'Education Nationale, notamment lors de la période de destruction systématique de l'école de 2005 à 2012, illustrateur de mon livre "*L'école. En rire, en pleurer, en rêver*" (Chronique Sociale) avec une préface d'André Giordan, une postface de Philippe Meirieu, a été suspendu de ses fonctions et mis au ban du village où il exerce les fonctions de directeur, à la demande de l'administration, depuis 24 ans. Pas de motif annoncé, laissant ainsi planer des doutes même sur la moralité de Jacques et entretenant des rumeurs sordides. Pourquoi de directeur a-t-il donc été suspendu brutalement ?

Un dossier de 220 pages lui a enfin été communiqué à sa demande. Un dossier de type stalinien avec une accumulation d'incidents comme il s'en passe dans toutes les écoles et qui m'a fait dire que, à ce régime, on pourrait "virer" tous les directeurs de France. Un dossier scandaleux qui devrait pousser tous les enseignants de ce département à exiger la consultation de leur dossier, car, même si Jacques Risso était une cible que "*cette fois, on va enfin avoir*", tout enseignant peut y trouver des incidents ou des faits qu'il serait surpris d'y trouver. Pour le dossier Risso, il est évident que l'IEN Ajoint à l'IA porte une responsabilité centrale à laquelle il tente de fuir, laissant l'IEN de circonscription qui a accumulé les erreurs professionnelles, "porter le chapeau" seule.

Un Comité de soutien s'est mis en place. Une pétition mise en ligne a recueilli des milliers de signatures. Malgré l'entreprise de manipulation des enseignants, leurs syndicats unanimes et unis comme rarement cela se produit (FO, UNSA, FSU, CGT). Des personnalités de toute la France ont exprimé leur soutien et ont interpellé le ministère parmi lesquelles Philippe Meirieu, Evelyne Charmeux, d'anciens responsables des syndicats d'inspecteurs (UNSA et FSU), des porteurs des mouvements de résistance comme Alain Refalo, etc.

Les responsables nationaux des trois syndicats interviendront à nouveau dès que possible auprès du ministre.

Après un contact téléphonique décevant avec le nouveau DASEN, fort mal conseillé, j'ai moi-même soutenu et conseillé le mouvement, interpellé le ministère sur le caractère scandaleux de la sanction. On obtenait quand même l'abandon de 180 pages du fameux dossier pour concentrer et justifier l'acharnement avec un **possible** harcèlement moral de deux enfants sur un de leurs copains. Grave problème certes, mais qui aurait dû être résolu par l'inspectrice du territoire, sans aller jusqu'à une "descente" de l'Inspection Générale sur le terrain, ce que je n'avais jamais vu en 30 ans de carrière d'inspecteur, démontrant l'incapacité de l'administration locale à régler un problème comme il s'en produit dans toutes les écoles du pays.

Durant près de 4 mois, Jacques Risso et son entourage souffrent. Seuls le soutien de ses proches, la confiance de ses amis, la solidarité exprimée unanimement lui permettent d'éviter le pire. Apparemment aux différents étages de la pyramide, toute la hiérarchie oublie tout ce que Jacques Risso a donné à l'Ecole et aux enfants. Le dossier est exclusivement à charge. Il me paraissait inconcevable que l'institution que j'ai moi-même servie durant 45 ans soit capable à ce point de mépriser toute une carrière de l'un de ses acteurs de terrain.

Chantal Fassié, responsable FO, avec l'aide d'un avocat très compétent, a démonté méthodiquement point par point le scandale du dossier et de la sanction.

Finalement, au terme de 4 mois de souffrance insupportable, Jacques Risso va voir la fin de son calvaire.

En effet, **le rapport de l'Inspection Générale**, avec son style légendaire de prudence et de mesure, de formules en creux, toujours attentive malgré tout à protéger la hiérarchie intermédiaire, reconnaît après x pages de détails pour donner le change et sauver la face (on peut vraiment s'étonner que l'Inspection Générale soit capable de se mobiliser en pleine période de refondation de l'école pour des conflits de cour de récréation), la responsabilité de l'IEN et de l'IEN Adjoint:

- "***l'IEN adjoint cherche à être en retrait de cette affaire***" mais tout le reste du paragraphe démontre sa responsabilité...

- "**La situation semblait avérée**" et toute l'analyse qui est faite démontre que l'on s'est appuyé sur du "probable", du "possible", des rumeurs de plaintes possibles, des propos tenus par des personnes n'ayant aucune légitimité ou compétence pour juger, voire sur des manipulations

- "*Dans la discussion, déclare l'IEN adjoint, l'idée était aussi d'éviter que M. Risso ne fasse l'objet d'une plainte et que l'affaire de n'envenime*"... Or tout a été mis en œuvre auprès d'élus, de parents, d'enseignants pour que l'affaire s'envenime et que le compte de J. Risso soit "régulé".

- "**C'est bien la situation de harcèlement supposé qui est l'objet des préoccupations, le reste ne constituant que des éléments de contexte**". Phrase quasiment savoureuse du rapport de l'IG pour faire passer le reste du dossier, qui affiche au passage la haine engendrée par les petits dessins de J. Risso, au compte des pertes et profits, ce que nous n'accepterons jamais, car ces pratiques sont indignes de l'Education Nationale.

Nous exigerons des explications sur ce dossier policier, au plus mauvais sens du terme.

Tout le reste du rapport de l'IG mérite d'être publié:

"- **un arrêté de suspension qui crée la confusion (sans se prononcer sur la légalité de la décision (!!!))**

- **une mise en œuvre mal accompagnée**

- **une tension croissante relayée par les médias**" (aurait-il fallu que J. Risso se taise, subisse, se courbe ou disparaisse ?)

Le rapport de l'IG à lui seul conduit logiquement à la réintégration de Jacques Risso... et à des sanctions contre la hiérarchie intermédiaire qui a fait preuve d'incompétence, de légèreté, voire d'un acharnement exclusivement motivé par les dessins dérangeants de Jacques Risso qui ont pourtant été l'oxygène de milliers d'enseignants, dans l'attente de l'alternance et de la refondation de l'école.

Il faudra trouver une solution en accord avec Jacques Risso car les dégâts produits sont, pour certains, irréparables.

Il y va, comme je l'ai dit au meeting du vendredi 13 décembre à Avignon, de l'honneur de l'Ecole Publique.

Pierre Frackowiak

Inspecteur honoraire de l'Education Nationale.

Administrateur national de la Ligue de l'Enseignement.

Co-auteur avec Philippe Meirieu de « **L'éducation peut-elle être encore au cœur d'un projet de société?** ». Editions de l'Aube. Mai 2008. Réédition en format de poche, octobre 2009.

Auteur d'une contribution dans l'ouvrage « **Construire des pratiques éducatives locales** » sous la direction de Vincent Berthet et Laurence Fillaud-Jirari. Editions La chronique sociale. Juillet 2008.

Auteur de « **Pour une école du futur. Du neuf et du courage** » Préface de Philippe Meirieu. Editions La chronique sociale. Lyon. Septembre 2009.

Auteur de « **La place de l'élève à l'école** ». Editions La chronique sociale. Lyon. Janvier 2010.

Auteur d'une contribution dans l'ouvrage « **Les enfants au carré ? Une prévention qui ne tourne pas rond** » du collectif Pas de 0 de conduite, aux éditions Erès. Mai 2011.

Auteur de tribunes, analyses, sur les sites « **educavox.fr** », « **meirieu.com** ».